

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Alerte-la-loi-Macron-vient-d-autoriser-l>

Réseau Sortir du nucléaire > Le Réseau
en action > Campagnes et mobilisations nationales > Projet Cigéo à Bure : non à l'enfouissement des déchets radioactifs ! >
CIGEO/Bure - Actualités de campagne > **Alerte : la loi Macron vient d'autoriser l'enfouissement des déchets radioactifs !**

9 juillet 2015

Alerte : la loi Macron vient d'autoriser l'enfouissement des déchets radioactifs !

Le Réseau "Sortir du nucléaire" exprime son indignation devant le déni de démocratie survenu aujourd'hui, lors de l'adoption de la Loi Macron. Par la voix du député de l'Isère François Brottes, le gouvernement a accepté dans la loi un cavalier législatif facilitant l'implantation de CIGÉO, ce projet d'enfouissement en profondeur des déchets les plus radioactifs, puis adopté l'ensemble de la loi au 49-3. L'enfouissement des déchets, sujet grave qui pourrait impacter une région entière pour des milliers d'années, vient donc d'être validé en quelques heures, à huis clos et sans débat, au termes [d'interminables manoeuvres de la part de députés à la botte de l'Andra](#). De manière insupportable, le député a justifié ce choix d'accélérer la procédure par le prétexte des difficultés financières d'Areva !

Alors même que la loi de 2006 sur les déchets radioactifs prévoyait une procédure législative spécifique pour définir les conditions de l'enfouissement et le concept de "réversibilité", le gouvernement et les parlementaires pro-CIGÉO ont réalisé là un inacceptable passage en force qui leur permettra de sauter cette étape. L'article introduit par les élus pro-CIGÉO implique en effet que cette loi puisse intervenir après l'autorisation de création de CIGÉO. L'exécutif serait donc seul à prendre la décision d'enfouir en déni des processus démocratiques minimaux. Il définit par ailleurs la « réversibilité » comme la possibilité de revenir à tous moments sur les décisions antérieures. Cette définition donne tout pouvoir de décision au gouvernement. L'exécutif et la technocratie seraient affranchis de tout regard législatif et citoyen pour modifier l'inventaire des déchets, la durée d'exploitation, la fermeture partielle et définitive des galeries tout au long de l'exploitation de CIGÉO...

Alors que le gouvernement vient d'affirmer son mépris de la démocratie et de tous les opposants à CIGÉO, le Réseau "Sortir du nucléaire" réaffirme sa détermination à empêcher l'implantation de ce projet d'enfouissement imposé, dangereux, inutile et hors de prix.